

Gel des contrats aidés, une rentrée au goût amer pour Calandreta

Les écoles Calandreta du Béarn se sont vues refuser le renouvellement et/ou la création des postes d'ASEM (assistant spécialisé des écoles maternelles) dans le cadre des contrats aidés. La baisse du taux de prise en charge par l'Etat (de 70 à 52%), en mars dernier, augurait déjà des difficultés qu'il allait falloir surmonter. La décision de geler le recours aux contrats aidés, brutale, ne fait que renforcer le goût amer de cette rentrée.

Le recours aux contrats aidés, une nécessité

La grande majorité des Calandreta ont besoin de ces contrats pour faire fonctionner les écoles, ils viennent clairement pallier le manque d'investissement de l'Etat dans le financement des écoles. Là où les collectivités s'engagent aux côtés de leur Calandreta, on note d'ailleurs un moindre recours aux contrats aidés.

Calandreta ne soutient pas la précarité que sous-entend le recours aux emplois aidés mais force est de constater que quand le financement public des associations assurant des missions de service public n'est pas à la hauteur, nous ne pouvons que nous tourner vers ce type de dispositif.

L'ensemble du mouvement veille en outre à ce que les professionnels bénéficient d'une expérience sur un terrain pédagogique reconnu et d'une formation linguistique solides.

Ecoles privées...oui, mais gratuites !

On veut renvoyer Calandreta au statut d'école privée pour justifier l'inutilité d'aides d'Etat puisque qui dit "école privée" dit "école payante". Cette idée reçue se casse le nez sur Calandreta. Nous le rappelons, nos Ecoles sont laïques et gratuites, elles sont ouvertes à tous, assurant une double mission de service public. Calandreta ne tire aucun profit pécuniaire de la scolarisation des élèves. Son fonctionnement repose notamment sur un investissement associatif fort des parents d'élèves.

Les conséquences

Sans emplois aidés, les élèves de maternelle et leur enseignant sont privés du soutien précieux d'ASEM. Personne n'imaginerait remettre en cause la pertinence de ces emplois dans la classe. Ces personnes ne peuvent être réduites à un dispositif « coûteux et inefficace », elles sont un des maillons indispensables de l'accompagnement des élèves dans nos écoles.

La rentrée s'organise tant bien que mal, ici on supprime les garderies de fin de journée, là on fait appel aux parents bénévoles...mais ces « bricolages » ne peuvent être que temporaires. Au-delà de l'organisation des écoles, ce sont des dizaines et des dizaines de personnes à qui on a annoncé brutalement qu'elles ne travailleront plus ou qui restent suspendues à une éventuelle signature de convention.

Calandreta ne peut se résigner à accepter cette situation.

L'appel au gouvernement et la mobilisation

La fédération des écoles Calandreta des Pyrénées Atlantiques, et l'ensemble des écoles immersives, a interpellé le gouvernement, par le biais de Monsieur le Préfet, afin que nos établissements, qui assurent une double mission de service de public, d'éducation (sous contrat d'association avec l'Education Nationale) et de transmission des langues régionales, puissent assurer l'année scolaire à venir dans des conditions sereines.

Nous associant aux inquiétudes de l'ensemble du secteur non marchand touché par la décision du gouvernement, nous appelons à une **mobilisation le Samedi 09 Septembre à 09h30 devant le Parc des Expositions de Pau**